



L' Anti-impérialiste

Numéro 3

Journal du Comité Anti impérialiste

EDITO

Ceux qui ont crevé les yeux du peuple lui reproche d'être aveugle!!

Lorsque le poète John Milton formulait cette phrase puissante, en 1642, l'Angleterre s'apprêtait à se débarrasser du tyran royal en lui tranchant la tête. Mais une telle phrase peut perdre tout son tranchant révolutionnaire. La preuve, de nos jours, on utilise Milton en ouverture du documentaire *Manufacturing Consent* qui évoque le célèbre linguiste anarchiste Noam Chomsky. Il s'agit d'une critique des *mass media* prescripteurs d'idées et de nos soi-disant besoins de consommation. Mais on peut douter que cette longue critique des médias, radicale en apparence, inopérante dans les faits, ne menace jamais les tyrans de notre époque. La contestation, comme de coutume pour la « gauche radicale » reste à l'écume des choses. La posture contestataire, c'est un fond de commerce tranquille, une niche douillette dans laquelle on vivote au chaud, lové dans les espaces prévus à cet effet par l'ordre capitaliste. En effet, les courants critiques de la bourgeoisie de gauche s'ingénient, face à la crise générale du capitalisme, à concevoir mille cibles de diversion. Ce sera tantôt la mondialisation libérale, puis l'odieux « Empire » des multinationales ou encore la finance « sans visage ». Ce faisant, on évite soigneusement de cibler le seul responsable des mille malheurs des peuples : la continuation quotidienne des rapports bourgeois de production. La « gauche radicale » ne lutte pas contre la logique génocidaire d'accumulation et de répartition des richesses pour la bonne et simple raison qu'elle n'a pas de stratégie pour la révolution. En fait, la tare originelle des faux-culs de la contestation est très simple à comprendre : la « gauche radicale », qu'elle se dise libertaire ou post-trotskiste, construit toute sa culture contre l'alternative communiste. Elle communit avec tous les courants réactionnaires dans une détestation épidermique du communisme historique qu'elle désigne, comme au temps de la « guerre froide », du terme totalement vide et aclassiste de « totalitarisme ». Or, il se trouve que durant toute une partie du XX^e siècle, seul le mouvement communiste international a remis en cause le règne sans partage de la bourgeoisie impérialiste. La première vague de la révolution mondiale s'est formée grâce aux premières révolutions socialistes et aux luttes de libération anticoloniales dont notre présent a beaucoup à apprendre. C'est donc le renouveau du mouvement communiste qui indiquera un nouvel espoir pour la libération des peuples. C'est notre horizon militant. Il n'y a pas d'authentique anti-impérialisme sans perspective communiste. Le spectre va à nouveau hanter l'Europe et le monde.



Hommage au général Giap (p.3)



Page 1 : Edito - Ceux qui ont crevé les yeux du peuple lui reproche d'être aveugle!!

Page 2 : 30 ans que Georges Abdallah est en prison en France!

Page 3: Hommage à un héros de tous les peuples opprimés / La Syrie et l'anti-impérialisme

Page 4 : L'actualité de la Révolution démocratique dans les colonies et les semi-colonies

Page 5: Antifascisme bourgeois ou antifascisme populaire?

Page 7: Demande d'instruction au ministre Vincent Peillon

30 ANS QUE GEORGES ABDALLAH EST EN PRISON EN FRANCE !

Le 24 Octobre 2013, Georges Ibrahim Abdallah entame sa trentième année dans les geôles de l'impérialisme Français. Notre camarade rentre ainsi dans le cercle des prisonniers politiques qui auront connu l'acharnement le plus terrible à leur rencontre. A l'image d'un Herman Wallace, militant des Black Panthers aux États-Unis qui vient de décéder après plus de 40 ans de prison. C'est bien le sort que veulent réserver les tenants de l'ordre capitaliste à Abdallah. Pourquoi un tel acharnement ? D'abord, rappelons brièvement qui est Georges I. Abdallah. Il est un militant communiste libanais combattant de la cause palestinienne. Georges est emprisonné en France depuis 1984 pour complicité d'assassinat d'un membre des services secrets israéliens et d'un attaché militaire américain. Actions revendiquées par les FARL «Fractions Armées Révolutionnaires Libanaises». Pendant son procès en 1987, les États-Unis se portent partie civile. Il est condamné par une cour spéciale à perpétuité avec une peine de sûreté de 15 ans. Il est libérable depuis 1999. En Janvier 2013, les médias français annoncent que la libération de Georges I. Abdallah est imminente. Celle-ci a été prononcée par la cour d'appel de Paris. Des mois plus tard, il est toujours en prison à la demande expresse des dirigeants socialistes. En France c'est bien le gouvernement actuel dans toute sa composante (socialiste, verte...) qui laisse notre camarade en prison. C'est indéniablement un prisonnier politique.

Ensuite pour comprendre l'acharnement que subit Georges Abdallah, il est nécessaire de saisir la portée de son engagement politique. Georges est communiste, anti-impérialiste et anti-sioniste. Toutes ses années de prison n'ont en rien entamé ses convictions. Au contraire, même derrière les barreaux, il n'a eu de cesse d'affirmer ses engagements aussi bien en parole qu'en acte. Ainsi, il a participé à de nombreuses initiatives de solidarité avec des prisonniers politiques révolutionnaires en France et partout dans le monde. Dans la même démarche de lutte, il est signataire de la plateforme des prisonniers révolutionnaires. En 2013, continuer d'affirmer son engagement, au cœur de nos prisons impérialistes, auprès des combattants palestiniens et son attachement à la cause révolutionnaire est un acte de résistance de la part de Georges Abdallah. Refuser d'abdiquer sur

le droit pour les peuples à la résistance sous toutes ses formes est un acte de résistance. Continuer à brandir le drapeau de l'alternative communiste face à la sauvagerie capitaliste est un acte de résistance. Georges est un exemple pour tous ceux qui refusent de céder aux sirènes de la fin de l'histoire capitaliste. Il est un exemple pour ceux qui revendiquent le droit pour les peuples à lutter contre l'impérialisme. Il est un exemple pour ceux qui comme nous luttent pour la construction d'un mouvement communiste en France. La coalition contre-révolutionnaire et impérialiste (composée de la France, des États-Unis et de l'entité sioniste) a déployé l'ensemble de ses outils pour briser Georges en prison. Cet infâme agrégat des forces les plus hostiles aux peuples du monde n'a eu de cesse d'obliger Abdallah à renier son identité de révolutionnaire. Mais face à la détermination de Georges Abdallah, les impérialistes et leurs valets espèrent laisser mourir Georges en prison. L'acharnement que subit notre camarade doit être compris comme un avertissement lancé par les impérialistes à tous ceux qui remettent en cause l'ordre capitaliste actuel. Enfermer, assassiner ceux qui résistent est bien le mot d'ordre des impérialistes partout dans le monde. Briser toute solidarité vis à vis des prisonniers politiques est un axe essentiel de la volonté de «normalisation» de nos sociétés capitalistes. Lutter pour briser l'isolement des prisonniers révolutionnaires et construire un mouvement de solidarité populaire est un devoir des militants anti-impérialistes et communistes.

LIBERTE POUR GEORGES ABDALLAH !

A BAS L'IMPERIALISME ET LE SIONISME !

**VIVE LA LUTTE DES PEUPLES
POUR LE COMMUNISME !**



HOMMAGE A UN HEROS DE TOUS LES PEUPLES OPPRIMES

Le général communiste Vo Nguyen Giap est un symbole de la résistance universelle des peuples opprimés face à l'impérialisme. Fondateur de l'Armée populaire du Vietnam et héros des différentes guerres de libération vietnamiennes, il est décédé le vendredi 4 octobre à l'âge de 102 ans. Giap est un des plus grands stratèges de l'époque contemporaine. Il a choisi et développé la stratégie de la guerre populaire qui a mené le peuple vietnamien à la victoire contre le colonisateur français à Dien Bien Phu en 1954. Cette stratégie a aussi défait l'intervention massive et prolongée de l'impérialisme américain. Il disait que :

«Les Français comme les Américains ont toujours sous-estimé leur adversaire, nos capacités créatrices, l'énergie d'une armée populaire, de tout un peuple qui se lève pour son indépendance et sa liberté». « Contre les B52, ce fut la victoire de l'intelligence vietnamienne sur la technologie et l'argent. Le facteur humain a été décisif. C'est pourquoi, lorsqu'un conseiller américain du service de renseignements m'a demandé qui était le plus grand général sous mes ordres, je lui ai répondu qu'il s'agissait du peuple vietnamien ». José Maria Sison, dirigeant du Parti Communiste des Philippines (maoïste) remarque également la portée mondiale des victoires de Giap et du peuple vietnamien : « La défaite

de l'impérialisme étasunien au Vietnam a servi à montrer les limites de la puissance économique et militaire américaine et a inspiré les peuples et nations opprimés du monde entier à persévérer et à intensifier leur lutte pour la libération nationale et sociale. »



LA SYRIE ET L'ANTI-IMPERIALISME FRANCAIS

Le sommeil de la raison engendre des monstres disait Goya. Le sommeil du mouvement révolutionnaire produit des confusions dangereuses. Ainsi sur la Syrie, alors que les troupes françaises présentes en Méditerranée et en Jordanie s'apprêtaient à envahir et à bombarder le pays de Chams, on a pu assister, parmi les groupes portant l'étiquette communiste, à un nouvel abandon massif des positions de classe et un ralliement honteux aux positions du « ni, ni » (ni Assad, ni impérialisme français).

L'opposition à la guerre impérialiste menée par la bourgeoisie de son propre pays est un principe pour tout révolutionnaire. C'est une ligne de démarcation qui délimite les camps entre celui de la bourgeoisie et celui qui se met au service des masses populaires. Cette opposition à la guerre impérialiste que Lénine appelait le « défaitisme révolutionnaire » n'a pas à être nuancée par une analyse du régime d'un satrape d'un pays déjà exsangue, par le soutien à une révolution fantôme, ou encore à être noyée dans les considérations prétendument subtiles sur les contradictions inter-impérialistes (le bloc USA-France-Golfe versus le bloc Russie-Chine-Iran).

La pire des raisons pour laquelle on pourrait abandonner une position anti-impérialiste serait que des forces réactionnaires prétendent elles aussi s'opposer au bombar-

dement de la Syrie. Certes, ceux qui prétendent en France dénoncer une certaine stratégie de l'impérialisme tout en laissant intact le capitalisme national sont des charlatans fascistes qu'il faut démasquer. Mais en aucun cas il ne faut oublier l'ennemi principal : la bourgeoisie impérialiste française qui se nourrit du sang des peuples et mène ses guerres de rapine aux quatre coins du globe.

Les falsificateurs de l'anti-impérialisme qui le baigne dans la frange du nationalisme bourgeois, tout comme ceux qui se veulent révolutionnaires et qui refusent de dénoncer l'impérialisme français et ses guerres, finiront, selon la formule consacrée, dans les poubelles de l'histoire.

L'impérialisme français



1925 : L'aviation française bombarde Damas

L'ACTUALITE DE LA REVOLUTION DEMOCRATIQUE

DANS LES COLONIES ET LES SEMI-COLONIES

A l'aube de la deuxième décennie de ce vingt et unième siècle notre monde connaît de nouveaux douleurs de l'accouchement révolutionnaire. Partout, les Prolétaires et les Peuples se soulèvent par vagues successives confirmant que la tendance fondamentale de notre époque est la révolution. Mais, malgré l'approfondissement de sa crise générale, l'impérialisme tente toujours de la conjurer.

Les dernières révoltes populaires toujours en cours dans « le Monde Arabe » nous rappellent, avec acuité, que la lutte entre Révolution et Contre-révolution n'est pas résolue. En effet, dans les colonies et les semi-colonies (où réside l'immense majorité de l'humanité et où se produisent la majorité des richesses, d'exploitation et d'oppression) l'impérialisme tente d'éteindre les flammes de la lutte des classes en se basant soit sur des interventions militaires directes, soit sur ses valets locaux constitués, alternativement, de forces politiques ouvertement fascistes ou d'opportunistes démocratiques libéraux de tous poils et de toutes couleurs.



Par ces manœuvres, l'impérialisme réussit, encore, à faire avorter la révolution en transformant la lutte anti-impérialiste conséquente en lutte entre blocs concurrents qui ne remettent jamais en cause ses choix. Et ceci, même si ces forces adoptent des postures anti-impérialistes et anti-réaction.

C'est exactement ce qui s'est produit pendant les révoltes populaires en Tunisie et en Egypte et c'est ce qui est entrain de se produire, en ce moment, en Syrie et peut être, demain, en Algérie et ailleurs. Car, malgré les promesses mielleuses des slogans impérialistes ou de ses programmes strategico-militaires -tel celui du « Grand Maghreb et Grand Moyen Orient » - la « démocratie » des métropoles impérialistes peut-elle être importée dans ces zones et doit elle être la panacée pour les peuples de ces régions ?

Voilà, ce que feignent de nous faire croire des forces prétendument anti-impérialistes en vendant le discours idéologique de leur propre impérialisme sous un emballage plus attrayant. Des anarchistes-radicaux, aux Trotskyistes et aux semi-trotskyistes, en passant par les révisionnistes de tout bord et même des marxistes-léninistes et ses variantes maoïstes se dessine en France un arc en ciel abrutissant la conscience anti-impérialiste. Derrière ces forces qui vivent des offrandes du système se cache, en réalité, une sainte alliance structurelle avec « la mère patrie ». En définitive, tous ces défenseurs de l'impérialisme français partagent le même fond de commerce c.à.d. la haine du communisme.

Au contraire, pour fonder en France, un anti-impérialisme conséquent dans lequel s'exprime une solidarité internationaliste sans faille aux révoltes de ces peuples ; nous devons réaffirmer notre engagement sur une base révolutionnaire. Aujourd'hui, on ne peut pas être anti-impérialiste sans se baser sur l'idéologie scientifique du prolétariat : le Marxisme-Léninisme-Maoïsme.

ANTIFASCISME BOURGEOIS OU ANTIFASCISME POPULAIRE ?

Au risque de déplaire, nous pensons que toutes les vérités sont bonnes à dire. Rendre hommage le 24 octobre à Clément Méric, assassiné par un nazillon il y a six mois, est légitime. Mais organiser à cette fin une réunion antifasciste dans son ancienne école, à Sciences Po Paris, crée nécessairement un malaise pour tout antifasciste conséquent. Sciences Po est avant tout un temple aseptisé de la pensée bourgeoise et de la "réussite" capitaliste. Ce n'est pas un lieu neutre mais un haut lieu du système bourgeois dominant. Ce choix pourrait être accidentel s'il n'était pas un signe, parmi tant d'autres, d'une absence de conscience politique de classe du mouvement antifasciste actuel.

En fait, il existe une lutte entre deux types d'antifascismes. L'antifascisme populaire doit éviter comme la peste de sombrer dans les ornières de l'antifascisme bourgeois, inoffensif, patronal. Sinon, il se renie, il est vidé de son contenu et il creuse son propre tombeau. L'antifascisme s'embourbe quand il devient un outil institutionnel et consensuel, c'est-à-dire quand il devient compatible avec le capitalisme. Or, le tract d'appel qui invite à la réunion à Sciences Po est un exemplaire typique de cet antifascisme falsifié même quand il prend des allures « radicales ». Ce débat a lieu sous la bannière de slogans séduisants mais mystificateurs et réducteurs. L'appel au débat s'alarme du possible "retour" à Sciences Po d'un prof FN et centre son propos sur ce danger. C'est un effet d'annonce et c'est sûrement le *nec plus ultra* de la radicalité dans ce lieu si select. Mais ce n'est pas à la hauteur du combat antifasciste populaire. A l'heure où le ministre PS de la Police annonce que les Roms ont vocation à rentrer chez eux en raison des modes de vie qui sont les leurs, « extrêmement différents des nôtres », limiter l'appel antifasciste est une forfaiture. D'ailleurs ce genre d'appel correspond parfaitement à une instrumentalisation pré-électorale. Il faudra bien trouver des arguments afin de rabattre des voix pour la social-démocratie au pouvoir. L'astuce est archi-connue : dénoncer le seul FN pour neutraliser l'antifascisme, comme on montre un seul arbre pour mieux cacher la forêt. Nous sommes habitués à cette tactique éculée, initiée par la bourgeoisie de gauche durant les sinistres années Mitterrand. Elle consiste à utiliser les sentiments antifascistes tout à fait honorables pour limiter le combat à des cibles indolores pour les dominants. Avec de tels antifascistes, les amis et complices de Valls peuvent dormir tranquilles. Ainsi, dans une même veine, on dénonce ces derniers temps l'expulsion de jeunes scolarisés sans papiers car leur arrestation a lieu à l'école, dans le "sanctuaire" de la République, prétendument inviolable. Mais finalement, on laisse indemne le racisme d'Etat et toutes les lois scélérates de la machine à expulser. Cette machine qui fonctionne à plein régime, hors du temps scolaire, une fois que les bonnes consciences s'endorment.

Alors, quel est le cœur du problème ? C'est l'absence dramatique de conception claire du fascisme de la part des antifas. C'est la conception bourgeoise de l'antifascisme qui domine dans les esprits. Ce n'est pas une question théorique abstraite. C'est la question cruciale de définir qui sont les ennemis et qui sont les amis des masses populaires qui est en jeu. Pour une frange de la bourgeoisie de gauche, le fascisme c'est le FN et seulement le FN. Or, le fascisme est un processus qui prend naissance dans la crise générale du capitalisme et qui est bien plus large qu'une expression électorale d'extrême-droite. On répètera ici la phrase de Brecht: "le ventre est encore fécond d'où a surgi la bête immonde". Mais nos antifas actuels se demandent-ils aujourd'hui de quel ventre parlait Brecht? Apparemment non, sinon ils relierait la montée du fascisme à la gestion actuelle de la crise générale capitaliste par les partis bourgeois. Le combat antifasciste se déshonore encore un peu plus en osant se dire "non partisan" comme le proclame toute honte bue le tract d'appel à la réunion de Sciences Po. Confondre le nom héroïque de « partisan » avec l'appartenance à une écurie électorale bourgeoise en dit long sur le degré zéro atteint par des antifas de pacotille, des « apolitiques » véritables rabatteurs de la social-démocratie.

Est manipulé celui qui est manipulable. En fait, à Sciences Po, dans cette enceinte qui pue la vulgarité bourgeoise, on se baigne au milieu d'une cohorte d'arrivistes qui rêvent d'un strapontin dans les allées d'un des pouvoirs en place. Les profs, la plupart sinon la totalité, sont des apologistes forcenés du système le plus inhumain et le plus barbare qui soit. Ce système, le capitalisme, signifie qu'au nom du confort économique d'une minorité on peut continuer l'exploitation et le génocide quotidien de millions d'opprimés. C'est précisément ce système qui génère le fascisme. Ses défenseurs « bon enfants », de droite et de gauche, sont aussi peu fréquentables que leurs frères jumeaux d'extrême-droite. Mais selon nos Tartuffe de la bourgeoisie de gauche, la "ligne rouge", le seul crime digne de réprobation, la seule chose inadmissible, ce serait qu'un professeur, encarté au FN, dans un parti qui prône une variante "nationale" du capitalisme, entre dans ce sanctuaire de l'inégalité qu'est Sciences Po! Nous ne partageons pas cet antifascisme sélectif car nous savons que le laboratoire du fascisme d'aujourd'hui et de demain se trouve autant à l'intérieur qu'à l'extérieur des institutions bourgeoises. Elargissons le combat.

**Vive l'antifascisme populaire!
A bas l'antifascisme bourgeois !**



Demande d'instructions au ministre Vincent Peillon.

Monsieur Vincent Peillon, Ministre de l'Éducation Nationale A Villeneuve d'Ascq,
le 28 septembre 2013.

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de vous écrire à la suite des déclarations de Monsieur le Ministre de l'Intérieur Manuel Valls et de Madame la porte-parole du gouvernement, Madame Najaut-Belkacem. Monsieur le ministre de l'Intérieur a déclaré que les Roms avaient vocation à rentrer chez eux en raison des modes de vie qui sont les leurs, *extrêmement différents des nôtres*. Madame Najaut-Belkacem a déclaré que M. Valls avait en l'espèce le soutien du gouvernement. Je prends donc acte de la position du gouvernement et me permets de vous écrire afin de vous demander de bien vouloir me transmettre des instructions pour que je puisse m'adapter à cette conception des valeurs républicaines et continuer ainsi à exercer les fonctions que la Nation me confie, en particulier la première d'entre elles, qui consiste, aux termes du Code de l'Éducation, à faire en sorte que les élèves partagent les valeurs de la République. Je prends bonne note du fait que certaines catégories de la population, en raison de leurs origines ethniques ou de leur mode de vie, n'ont pas vocation à rester en France ou à être intégrées. La première des questions que je me pose, dans le but de bien transmettre cette notion aux élèves, c'est de savoir si d'autres populations que les Roms pourraient être concernées. Pourriez-vous, dans l'affirmative, me transmettre la liste des dites populations ? Est-ce que cela pourrait être le cas des musulmans, par exemple, dont le député-maire de Nice, M. Christian Estrosi, dans une phrase aux allures étonnamment proches de celle de M. Valls, a jugé la religion incompatible avec la démocratie ! ? Mais peut-être serait-il préférable de poser un principe général qui serait : « les populations dont le mode de vie est trop différent du nôtre ont vocation à quitter le territoire français ». Il faudrait sans doute alors, dans la mesure où, à ma connaissance -mais je ne suis pas juriste- un tel principe n'apparaît pas dans la loi, déclarer qu'il s'agit d'un principe fondamental de la République, découvert grâce à la sagacité du ministre de l'intérieur. Je me demande également si les Roms français dont le mode de vie serait extrêmement différent du nôtre ont aussi vocation à quitter le territoire. Étant donné que la prise de conscience par les Roms de la vocation qui est la leur risque de ne pas être immédiate, ne faudrait-il pas, dans le cadre de la pédagogie différenciée, proposer aux élèves issus de cette population un apprentissage distinct qui tiendrait compte de leur vocation ? Plus fondamentalement, comment peut-on agir pour faire en sorte que la conscience de leur vocation émerge chez nos élèves d'origine rom ? Une difficulté non négligeable me semble être à ce propos les nombreux rapports qui montrent à quel point ils sont discriminés et maltraités dans leur pays d'origine (pour les non-français, j'entends ; dans leur pays d'accueil, dans le cas où les Roms français seraient concernés). Nous devons expliquer à des enfants qui bénéficient des excellences de l'école républicaine que, en raison de leurs origines roms, ils ont vocation à retrouver le racisme et la discrimination qui prévalaient à leur égard dans leur pays. C'est un beau défi qui est lancé là au corps enseignant, monsieur le ministre. J'imagine le travail de rédaction suivant : *Étant retournée dans son pays, Ileana, écrit depuis son ghetto un courrier au ministre pour le remercier de lui avoir dévoilé sa véritable vocation. Le sentiment intime d'avoir rencontré sa destinée et de se conformer à sa vocation suffit à son bonheur et compense les menus déboires qu'elle rencontre dans le pays où naquirent ses parents*. En ce qui concerne nos élèves qui ne sont pas Roms, je me demande comment faire en sorte qu'ils comprennent que le fait de désigner un groupe comme l'a fait le ministre de l'Intérieur, avec votre assentiment, en lui assignant la vocation sus-mentionnée, n'est pas en contradiction avec les valeurs de la République que nous avons mission de leur faire partager. Une possibilité serait peut-être, en faisant appel à la notion de mythes et héros que nous traitons dans le cycle terminal, d'expliquer que les valeurs de la République sont des mythes fédérateurs qui ne sont pas appelés à produire des effets concrets. On pourrait citer à l'appui de cette thèse les considérations de Messieurs les Professeurs Michel Troper et Francis Hamon qui, dans leur cours de droit constitutionnel, écrivent : « *En quatrième lieu, l'opposition traditionnelle néglige l'usage rhétorique que les constituants peuvent faire de formules comme souveraineté nationale ou souveraineté populaire. Il est possible et il arrive fréquemment qu'on les proclame sans autre souci que d'obtenir une adhésion populaire, mais sans aucune intention d'en tirer la moindre conséquence* »² Mais il me semble qu'une façon plus élégante et subtile de procéder consisterait à voir dans les contradictions apparentes entre les positions du gouvernement et les principes de la République la volonté d'ouvrir la possibilité à ceux qui ont la volonté véritable de s'intégrer de consentir un sacrifice consistant à croire en la validité des mythes républicains alors même que le gouvernement semble s'efforcer de les nier.

On pourrait dire, comme Tertullien : « *Crucifixus est Dei Filius: non pudet quia pudendum est; et mortuus est Dei Filius: prorsus credibile est, quia ineptum est; et sepultus resurrexit: certum est, quia impossibile.* »³ -- *La chair du Christ*, V, 4, que croire que la France respecte ses valeurs est *croyable parce que c'est inepte*, que *cela est certain parce que c'est impossible*; ou, pour reprendre les thèses de l'anthropologue Pascal Boyer, affirmer que croire en ce qui est contradictoire ou contraire à l'expérience ou à la raison serait la véritable preuve de la volonté d'adhérer à la République, à l'instar du croyant qui montre par le sacrifice de sa rationalité qu'il désire ardemment faire partie de son église, s'y intégrer ou s'y assimiler. Une telle profession de foi pourrait permettre de reconnaître les véritables républicains⁴. Je me suis dit enfin qu'il y aurait matière à travailler de façon transdisciplinaire avec nos collègues de philosophie sur la notion de *causalité*. Énoncer un lien causal revient en effet à instaurer une normalité : si X pousse Y dans un abîme, on dira que Y est tombé *à cause* de l'acte de X et non pas *à cause* de l'attraction gravitationnelle ou de sa *vocation* à tomber. Dans l'infinité de faits intervenant dans un événement, nous sélectionnons celui qui sort pour ainsi dire de l'ordinaire, de la *normalité*, pour lui assigner le titre de cause. Dans les cas des Roms, nous faudra-t-il expliquer, non sans quelque difficulté, certes, s'ils sont exclus ou expulsés, ce n'est pas parce que nous nous écartons des principes républicains, mais parce que, contrairement à nous, de par leur mode de vie différent, non-normal, pour ainsi dire, ils ont *vocation* à tomber dans l'abîme de misère et discrimination que représente pour eux leur pays, à y retourner, pour m'éloigner de mon image et retrouver les mots de monsieur le Ministre. Si je vous ai écrit un peu longuement, monsieur le Ministre, c'est parce que je ne voulais pas me contenter de vous demander passivement des instructions. Il me semblait, vous pardonnerez peut-être mon outrecuidance, qu'il pourrait vous être utile de connaître les réflexions que la parole ministérielle et gouvernementale a suscitées chez un fonctionnaire dévoué. Je pense aussi qu'il serait utile que je partage mes réflexions et votre réponse, que j'attends avec impatience, avec mes collègues, voire avec nos concitoyens, puisque l'école et les valeurs républicaines, vous en conviendrez sans doute, c'est l'affaire de chacun.

Je vous prie d'agréer, monsieur le Ministre, l'expression de mes salutations respectueuses.

Sebastián Nowenstein, professeur agrégé, lycée Raymond Queneau

1 Je vous pose la question car, sauf erreur de ma part, le ministère n'a pas réagi de façon particulièrement vive aux propos de monsieur le député-maire. Je me permets de joindre en annexe à ce courrier celui que j'avais adressé à M. Estrosi à l'occasion de ses déclarations et que j'avais transmis pour information à monsieur le Recteur de l'académie de Lille. Ce courrier, je vous l'avoue, m'apparaît aujourd'hui comme relevant d'une époque révolue. Est-ce que l'on mesure, monsieur le Ministre, combien est exigeant, bien qu'exaltant, cet état permanent de veille et de révision auquel nous oblige l'évolution vertigineuse des valeurs de la République ? 2 Michel Troper, Francis Hamon, *Droit Constitutionnel*, LGDJ, 33 éd., p 198. 3-- *La chair du Christ*, V, 4 Traduction de wikipédia : « Le Fils de Dieu a été crucifié : je n'en rougis pas, parce que c'est à rougir. Le Fils de Dieu est mort : c'est d'emblée croyable, puisque c'est inepte ; enseveli, il a ressuscité : c'est certain, parce que c'est impossible. » 4 Interpellé par les déclarations de Manuel Valls où il affirmait être à l'écoute des souffrances de son peuple, je me suis imposé de regarder sur Internet une émission où intervenait un certain Zemmour, Éric, je crois, de son prénom. Il a affirmé, je cite de mémoire : *On ne négocie pas avec la culture française, on s'y soumet*. Je pense que ce monsieur a fort bien résumé ce que je crois être l'interprétation par Manuel Valls de cette clameur populaire, de ces voix qu'il dit entendre : prouvez que vous voulez être Français par une soumission éclatante qui nie votre être. Il s'agirait, si je comprends bien, de subvertir la tradition qui proclame que la citoyenneté repose sur l'adhésion à la loi pour imposer une obligation de mimétisme qui inclurait d'épouser dans ses moindres détails le mode de vie des Français véritables.

REJOIGNEZ LE COMITE ANTI-IMPERIALISTE !

anti-imperialiste.over-blog.com
anti.imperialiste@gmail.com

